

Introduction

Un jour de l'été 1995, j'ai enfin trouvé la solution d'une énigme qui me revenait de temps à autre depuis mon enfance. À l'ombre d'un grand mûrier, dans une orangerie qui monte en pente douce pour redescendre vers les maisons et les mosquées de Gaza-ville qui s'étirent jusqu'à la mer, j'ai enfin compris quelque chose que j'avais lu bien des années auparavant dans un livre d'enfant. J'ai depuis longtemps oublié le titre et le nom de l'auteur, mais je me souviens qu'il était question d'un enfant nageant dans la piscine d'une orangerie. Moi, petite citadine, je pouvais bien imaginer les fruits clairs aux branches des orangers, mais je ne comprenais pas ce que pouvait faire une piscine dans un verger.

La réponse me fut donnée quand des amis m'invitèrent à les accompagner à une fête dans l'orangerie familiale de Raji Sourani, ancien militant de l'Intifada et avocat actif dans la défense des droits de l'homme. Quand j'arrivai, le responsable du verger commençait à remplir d'eau la grande citerne d'irrigation, rectangle tapissé d'une chape de béton. Quand elle fut pleine, tous les garçons et les hommes de la compagnie sautèrent dedans avec des pastèques, piaillant comme des enfants au contact de l'eau froide (nous autres, femmes et filles, sommes restées dehors : nous étions à Gaza la prude). C'est alors que j'ai enfin compris le mystère de mon livre d'enfant, la piscine dans le verger.

Ce n'était ni la première ni la dernière fois que je rencontrais à Gaza des échos de ma vie d'Israélienne, que ce fût en entendant soudain de l'hébreu résonner dans les camps de réfugiés, en écoutant les vieux réfugiés parler de leurs anciens foyers de Palestine depuis longtemps perdus, ou les histoires sinistrement drôles de mes amis sur leurs expériences dans les prisons israéliennes. Mais je n'avais jamais vu mes amis rire comme ils riaient ce jour-là entre les orangers. Chercheurs, travailleurs sociaux et avocats pour le Centre gaziate pour la loi et le droit, ils avaient été parmi les premiers à me faire connaître Gaza et ses habitants. Avec eux, à travers eux, j'ai pu prendre la mesure du joug de l'occupation et en goûter l'amertume. Chez eux, j'ai appris à déceler, derrière le grand sourire cordial des Gaziotes, ce qui se cache de tristesse abyssale.

J'étais venue à Gaza en 1991 pour travailler comme bénévole pour l'association *Une ligne* [téléphonique] *pour les travailleurs*, qui défendait les ouvriers des territoires occupés dans leurs conflits avec leurs employeurs israéliens. Je faisais alors partie du comité de rédaction du quotidien *Haaretz* et peu à peu je m'étais mise à écrire des articles sur la bande de Gaza, *terra incognita* à bien des égards. Je pris des contacts : l'avocate Tamar Peleg, qui travaillait alors à l'Association pour les droits des citoyens en Israël (ACRI), me mit en relation avec des personnes qu'elle avait défendues, entre autres à l'occasion d'une détention administrative (mesure particulièrement odieuse qui permet l'emprisonnement sans procès pour une durée indéterminée). Ils avaient conservé avec elle des relations amicales et chaleureuses et elle leur rendait de fréquentes visites. En tête de liste se trouvait l'avocat Raji Sourani.

Le reste avait suivi tout naturellement : lorsqu'à l'automne 1993 fut signée la Déclaration de principes qui accordait aux Palestiniens une autonomie limi-

tée à Gaza et à Jéricho, je devins la correspondante du journal dans la bande de Gaza et fus chargée de couvrir les derniers mois de l'occupation israélienne directe et le processus du transfert d'autorité. Je décidai alors de m'installer à Gaza, d'abord chez des amis puis dans un appartement que je louais à Gaza-ville. Vivre à Gaza me parut logique et évident. Comment, sinon, comprendre une société et comment écrire sur elle ? J'agissais ainsi comme n'importe quel journaliste envoyé comme correspondant à l'étranger. Pour la plupart des Israéliens cependant, ma démarche était extravagante et même insensée : ils étaient sûrs que je mettais ma vie en danger.

Bien avant de m'y installer, j'avais eu l'occasion de remarquer à quel point les Israéliens ont de la bande de Gaza une image déformée : sauvage, violente et hostile aux juifs. Durant tout le temps que j'y vécus, je tins constamment à ce que chacun sût que j'étais israélienne et juive. Parmi mes amis, tous ceux qui savaient l'hébreu s'adressaient à moi dans ma langue de façon tout à fait naturelle, chez eux ou à leur travail, dans la rue ou au marché, dans les camps de réfugiés, dans une maison de Khân Younis où l'on pleurait une enfant tuée par les balles de l'armée israélienne pendant une trêve du couvre-feu, lors d'une manifestation pour la libération des prisonniers ou au mariage du frère d'un ami. Il m'est souvent arrivé de dormir chez l'un ou l'autre quand les nuits étaient encore soumises au couvre-feu et aux patrouilles israéliennes. « Que feront tes hôtes si des militants découvrent qu'ils hébergent une juive ? », me demanda à Tel-Aviv un homme connu pour être un arabisant éclairé. Cette question, qui ne m'était jamais venue à l'esprit, me laissa perplexe. Elle n'était jamais venue à l'esprit de mes hôtes non plus, comme je pus m'en rendre compte ensuite. Aucun de mes amis n'était inquiet. Ils m'ouvraient leurs maisons librement, que ce soit au camp de réfugiés de Rafah

ou dans celui de Shâti', étalé le long du front de mer. Grâce à eux, j'ai appris à voir Gaza à travers les yeux de ses habitants et non par la fenêtre d'une jeep de l'armée, d'une salle d'interrogatoire ou dans les documents du Shin Beth, le service de renseignement intérieur israélien.

Ma vie à Gaza, la facilité avec laquelle les gens m'avaient accueillie, le naturel avec lequel nous discussions et parfois disputes, étaient ma réponse aux Israéliens qui s'étonnaient – « Comment n'as-tu pas peur ? » – ou qui se demandaient quelle folie m'avait prise. C'était, il est vrai, une réponse partielle. En général, j'éludais le reste de l'histoire.

Le reste de l'histoire, ce sont les souvenirs de mes parents, entendus depuis l'enfance et absorbés jusqu'à devenir les miens propres. Survivants de l'holocauste, communistes, juifs du sud-est de l'Europe émigrés en Israël, ils m'ont nourrie de récits de la résistance et des luttes d'un peuple persécuté. À l'école de Suceava en Roumanie, un tiers des écoliers étaient juifs. Il avait été décidé qu'ils viendraient à l'école le samedi, jour du shabbat, mais qu'il n'y aurait pas d'examens ni d'autres devoirs écrits. Un jour, un professeur d'histoire antisémite changea les règles et programma un examen le samedi. Enfant, j'adorais que mon père me raconte comment à treize ans, alors qu'il était encore un jeune juif orthodoxe, profondément confiant et sûr de sa place dans le monde, il avait organisé une grève des collégiens juifs, parvenant même à persuader les garçons non observants de s'associer à leurs camarades. Le directeur s'appropriait à le renvoyer du collège, mais grâce à des pistons (*wasta* en arabe) la punition se réduisit à un mois d'exclusion. Mes grands-parents avaient fait appel à un ami professeur, arguant que la liberté religieuse et le droit des minorités étaient en jeu. « Bêtises ! avait-il

répondu. Chacun sait que ce gamin est un bolchévique ! » Toute sa vie, mon père est resté un empêcheur de tourner en rond.

Dans des circonstances très différentes, ma mère avait été elle aussi accusée d'entretenir des sympathies bolchéviques. Dans les baraquements de Bergen-Belsen, la seule nourriture était une soupe immonde à base de navets moisis et la personne chargée de la distribution ne se souciait pas de faire des parts équitables. Avec quelques amies, ma mère prit la distribution en main et elles assurèrent une répartition égale. « Où vous croyez-vous, au soviet ? », brailla la responsable du baraquement. Les mêmes amies montaient la garde pendant que ma mère transgressait une autre règle en tenant son journal* sur des bouts de papier, consignait la trace de l'enfer. Enfin elle faisait secrètement la classe aux enfants du baraquement, infraction passible des pires sanctions.

Une ville tolérante, presque idyllique – c'est l'image de Sarajevo avant la Seconde Guerre mondiale, telle qu'elle m'apparaissait à travers les souvenirs de ma mère. L'appel à la prière du muezzin, les cloches de l'église et les psaumes du samedi chantés en ladino, ces sons avaient bercé son enfance. Elle se rappelait aussi qu'il fallait parfois se dresser pour défendre cette tolérance. Musulmans, chrétiens et juifs vivaient ensemble, étudiaient dans les mêmes salles de classe, allaient ensemble à l'université. Ensemble ils devenaient athées et ensemble, ils adhéraient au parti communiste clandestin. C'est à cette époque que ma mère donna la seule gifle, je crois, qu'elle donna jamais à quelqu'un. Un condisciple musulman s'était moqué des juifs. Plus tard, ils se réconcilièrent.

* Le journal de Hanna Lévy-Hass a été publié après la guerre. La traduction française a paru en 1989 sous le titre *Journal de Bergen-Belsen, 1944-1945*, Éditions du Seuil. (ndt)